



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 20/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PIGEON GRANULATS CENTRE ILE DE FRANCE**

**LES TERRES SALEES**

**78660 Saint-Martin-De-Brethencourt**

Références : -

Code AIOT : 0006512386

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement PIGEON GRANULATS CENTRE ILE DE FRANCE implanté LES TERRES SALEES 78660 Saint-Martin-de-Brethencourt. L'inspection a été annoncée le 18/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIGEON GRANULATS CENTRE ILE DE FRANCE
- LES TERRES SALEES 78660 Saint-Martin-de-Brethencourt
- Code AIOT : 0006512386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE exploite actuellement 11 carrières sur 3 départements et est aussi présent localement par son activité de recyclage et valorisation de matériaux. Elle assure le concassage/criblage et lavage de déchets du BTP comme des matériaux de démolition (bâtiments, voirie...) ou des fraisats.

Elle exploite actuellement une carrière de sablon sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Bréthencourt. L'autorisation de carrière a été renouvelée par arrêté préfectoral du 8 juillet 2024 pour une durée de 20 ans.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Mesures concernant les déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.5.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.5.4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.6.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Mesures de protection de la faune & flore sauvage	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.8.2 et 3.8.3	Demande d'action corrective	6 mois
10	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Art. 16 bis	Demande d'action corrective	3 mois
13	Traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43-1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.1.3	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.1.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.7.1	Sans objet
11	Registre et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate des écarts de l'exploitant sur plusieurs sujets :

- la pollution de l'eau : l'exploitant doit installer un 3e piézomètre comme prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2024. Il doit mener les opérations de maintenance adéquates pour garantir le fonctionnement correct de son dispositif de dépollution (séparateur d'hydrocarbures), ainsi que s'assurer de l'état initial de ces eaux souterraines ;
- les déchets inertes valorisés en remblaiement de carrière : l'exploitant doit mettre à jour la plateforme Trackdéchets, ainsi que son plan de gestion des déchets d'extraction, respecter la périodicité de réalisation des contrôles inopinés de ces déchets inertes et justifier des mesures prise avec son prestataire concernant le tri des remblais ;
- la faune et la flore : l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de réduction et d'accompagnement qui ont été approuvées par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale, le cas échéant après réévaluation, et veiller à la bonne transmission annuelle du suivi de la mise en œuvre de ces mesures à l'inspection des installations classées à l'échéance du 1er mars.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compactage des merlons Nord-Ouest
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter une pente de l'ordre de 3H/2V et une végétalisation naturelle des stocks permettant d'assurer la stabilité des merlons.</p> <p>Les merlons doivent être mis en place suivant les préconisations du guide technique des remblais et des couches de formes (GTR) du CEREMA avec un compactage effectué tous les mètres afin de limiter les tassements des corps de remblai et assurer leur stabilité. L'exploitant doit apporter les éléments permettant de justifier du respect des préconisations du GTR et a minima en terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de nature des matériaux qui le compose ;</li> <li>- de la teneur en eau correcte (assurant une portance suffisante) ;</li> <li>- et de leur mise en œuvre (compactage : garantissant leur stabilité).</li> </ul> <p>Le compactage ne peut être réalisé que par une personne habilitée par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.</p>
<b>Constats :</b>

Cette prescription ne concerne que la zone à extraire au Nord-Ouest et non pas la zone déjà découverte au sud où se trouve le stock historique de 3,36 ha, qui visuellement présentait une pente de l'ordre de 45°. La zone Nord-Ouest n'ayant pas commencé à être découverte, il n'y a donc pas de merlons pour l'instant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.1.5

**Thème(s) :** Autre, Phasage

**Prescription contrôlée :**

L'installation carrière est réaménagée dans le respect du "plan de phasage" joint [...] en annexe 1 du présent arrêté. Le réaménagement des différentes phases de l'installation représentées sur le "plan de phasage" est décomposée en 5 périodes de cinq années.

**Constats :**

L'inspection constate un retard de l'exploitation par rapport au plan de phasage, et notamment à la phase 2024/2028. La partie sud est en cours de remblaiement. La partie Nord n'a pas encore commencé à être exploitée.

L'exploitant indique qu'il y a un retard de phasage dû à la baisse d'activité. La décision de commencer à exploiter cette partie sera prise en septembre prochain.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Mesures concernant les déchets inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse des matériaux de remblais

**Prescription contrôlée :**

Outre les contrôles réalisés à l'initiative de l'exploitant, des contrôles sont réalisés de manière inopinée par un organisme désigné par l'exploitant conformément à l'article 1.3.1. à une fréquence au minimum semestrielle.

Ce contrôle comprend les éléments suivants :

- vérification sur les arrivages des bordereaux de suivi et de la conformité du chargement à ce bordereau, réalisation d'un contrôle visuel et olfactif après déchargement ;
- réalisation de prélèvements sur les matériaux arrivant pendant une demi-journée ;
- sélection d'au moins 3 des échantillons précédemment constitués et réalisation d'analyses portant sur les paramètres respectant les conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites prescrites par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, le chargement incriminé est recherché et évacué vers un centre de traitement autorisé à le recevoir.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées son analyse de l'incident ou de

l'accident, de ses conséquences pour l'environnement ainsi que ses propositions de mesures correctives.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, l'analyse des matériaux de remblai.

**Constats :**

Un contrôle des déchets inertes a été réalisé le 20 novembre 2024 et le 16 avril 2025 par Eurofins. Les mesures étaient conformes.

Cependant, aucune mesure n'a été réalisée au 2<sup>e</sup> semestre 2025.

L'exploitant indique avoir contacté l'organisme pour qu'il passe au 1<sup>er</sup> semestre 2026.

La synthèse des résultats a été transmise le 2 mars 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour faire respecter la périodicité des contrôles inopinés des déchets inertes par un organisme tiers désigné par ce dernier.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Pollution des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle piézométrique périodique de la nappe

**Prescription contrôlée :**

- Généralités sur les prélèvements et analyses: Les prélèvements dans les piézomètres sont effectués après vidange d'au moins 3 fois le volume d'eau présent dans l'ouvrage. Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé.-Localisation des piézomètres: Un réseau de 3 piézomètres (un amont et deux aval) permet d'assurer la surveillance qualitative des eaux souterraines.

Les ouvrages piézométriques existants et projeté présentent les caractéristiques suivantes :

	Nom	Profondeur	X (en m)*	Y (en m)*	Z (en m NGF)
O u v r a g e e x i s t a n t	Pz1	25 m	619033	6824759	152
O u v r a g e e x i s t a n t	Pz2	35 m	619327	6825306	163

O u v r a g e p r o j e t é	Pz3	A définir	619338	6824944	A définir
--------------------------------	-----	-----------	--------	---------	-----------

(\*) Coordonnées Lambert 93

Prélèvements et analyses : un prélèvement pour analyse est effectué sur chaque piézomètres semestriellement. Les analyses porteront sur les paramètres suivants :

- Piézométrie : en mNGF
- conductivité
- température
- turbidité
- pH
- DCO
- Chlorures
- Fluorures
- Sulfates
- Indice phénol
- Carbone organique total
- Métaux et métalloïdes : Antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc
- Hydrocarbures (C10 à C40)
- HAP
- fraction soluble

[...]

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risques d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

[...]

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(aux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

[...]

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.

#### Constats :

Des mesures du suivi des eaux souterraines ont été effectuées en avril et octobre 2025 par CBTP Laboratoire.

L'inspection constate des traces de métaux (arsenic, baryum, chrome, cuivre, nickel et plomb) au

L'inspection constate des traces de métaux (arsenic, baryum, chrome, cuivre, nickel et plomb) au niveau du piézomètre 1 en avril 2025. En novembre 2025, des traces de métaux (arsenic, baryum, antimoine ) ont été détectées dans les 2 piézomètres (il est préciser qu'actuellement seuls 2 piézomètres existent: cf fiche n°5 ci-dessous). Des traces de cuivre ont été détectées au niveau du Piézomètre 1 uniquement. Des traces de HAP ont également été détectées dans les 2 piézomètres observés, soit 0,025 µg/L dans le piézomètre 1 et 0,14 µg/L dans le piézomètre 2.

L'organisme précise dans son rapport "La poursuite des prélèvements semestriels permettra de confirmer ou d'infirmer l'influence éventuelle du site sur la qualité des eaux souterraines."

L'exploitant indique qu'il considère que ces teneurs correspondent à l'état initial des eaux, puisque que ces caractéristiques ont été ajoutées dans l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2024 et n'étaient pas mesurées avant.

La synthèse des résultats a été transmise le 2 mars 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir le prochain rapport de mesures des eaux souterraines, afin d'affirmer ou d'infirmer que l'état des eaux correspond bien à l'état initial des eaux présentes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Pollution des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réalisation d'un nouveau piézomètre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise un nouveau piézomètre de contrôle en aval hydraulique. L'emplacement du piézomètre est validé par une étude hydrogéologique.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au moins 2 mois avant la réalisation des travaux, un porter à connaissance justifiant du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié.

**Constats :**

L'exploitant indique ne pas avoir installé le 3e piézomètre qui lui était demandé. Il attendait l'avis de la DRIEAT sur son emplacement, suite à l'envoi de l'étude hydrogéologique du projet.



L'exploitant a remis l'étude hydrogéologique définissant l'emplacement du piézomètre à la DRIEAT par ses courriers du 16 janvier et du 14 février 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de réaliser le 3e piézomètre, ainsi que de transmettre à l'inspection le dossier de fin de travaux et le code BSS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux rejetées
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la température est inférieure à 30 °C ;</li> <li>- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90 105) ;</li> <li>- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;</li> <li>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5mg/l (norme NF T 90 114) ;</li> <li>- le débit maximum du point de rejet de la plateforme de transit est de 0,9 L/s conformément au débit de fuite autorisé par le SAGE « Orge et Yvette » (i.e 1,2 L/s/ha) ;</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser la double de ces valeurs limites.</p> <p>[...]</p> II. Un prélèvement semestriel pour analyse de la qualité des eaux est effectué sur les trois points de rejet situés en annexe 3 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- au point de rejet du séparateur d'hydrocarbures de l'aire étanche ;</li> <li>- au point de rejet de la plateforme de transit de matériaux et de l'installation de criblage ;</li> <li>- au point de rejet dans le fossé du coteau boisé sud ;</li> </ul> <p>L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.</p>
<b>Constats :</b>  Des analyses de la qualité des eaux ont été effectuées semestriellement en 2025. Les dernières analyses datent du 25 novembre 2025 et 30 mars 2026.

Le rapport précise que les prélèvements ont eu lieu seulement dans le point de rejet du séparateur d'hydrocarbures, à cause de l'absence d'eau dans le milieu récepteur (fossé) des deux autres points de rejets.

En novembre 2025, l'inspection constate des valeurs supérieures aux seuils réglementaires des matières en suspension (MES) (110 mg/l) et des hydrocarbures totaux (12,8 mg/l). En mars 2026, il y a une baisse des valeurs, mais ces dernières restent encore supérieures aux valeurs réglementaires (MES : 47 mg/l et hydrocarbures : 11,00 mg/l). Les dépassements ont lieu sur l'aire étanche.

L'exploitant indique que les mesures sont réalisées dans le débourbeur/déshuileur, le rejet vers le milieu naturel n'étant pas accessible. Il précise que le filtre présent doit être changé, car ce n'est pas le bon type de filtre (filtre en mousse). L'exploitant explique avoir des difficultés à trouver le type de filtre (filtre en nid d'abeille) correspondant à ce séparateur d'hydrocarbures.

Outre le changement de filtre, l'exploitant a réalisé des vidanges en avril 2025 et février 2026, comme l'atteste les bons d'interventions présentés à l'inspection. Un nouveau nettoyage est prévu suite au changement du filtre.

La synthèse des résultats a été transmise le 2 mars 2026.

Dans cette synthèse, il est indiqué que des prélèvements ont été réalisés le 24 avril 2025 et le 6 octobre 2025. Des valeurs supérieures aux seuils réglementaire en hydrocarbures sont indiquées : 14,5 mg/l en avril et 20,2 mg/l en octobre. Aucune mesure corrective n'est indiquée dans cette synthèse pour résoudre ce dépassement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de changer le filtre présent dans le séparateur d'hydrocarbures et de réaliser une nouvelle analyse de la qualité des eaux suite à ce changement.  
Il est également demandé à l'exploitant d'indiquer dans la synthèse des résultats les mesures correctives prises lors de dépassement des seuils réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Pollution de l'air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.6.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures d'empoussièrement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant procède à un contrôle des niveaux d'empoussièrement annuellement avec des modalités d'échantillonnage définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés et réalisés lors des phases de concassage/criblage.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé 2 campagnes de mesures des niveaux d'empoussièrement : du 25 mars 2025 au 25 avril 2025 et du 06 octobre 2025 au 05 novembre 2025.</p> <p>Les résultats indiquent des mesures de retombées de poussières conformes, soit une moyenne annuelle glissante de 85 mg/m2/jour en zone sensible et 334 mg/m2/jour en limite de site. Cependant, les rapports de suivi de mesures de poussières présentés ne précisent pas les conditions de fonctionnement des installations. Le bilan synthétique présenté par l'exploitant ne met pas en perspective les campagnes de criblages avec les campagnes de mesures, de sorte qu'il n'est pas possible pour l'inspection de déterminer si les prélèvements ont été réalisés lorsque l'installation de criblage est en fonctionnement ou non.</p> <p>La synthèse des résultats a été transmise le 2 mars 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs des périodes de concassage/criblage afin de garantir la représentativité des échantillons prélevés et réalisés lors de ces phases.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 8 : Emissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits et vibrations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée annuellement.</p> <p>Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.</p> <p>Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite, la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</p> <p>[...] Ces mesures sont effectuée par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>[...] L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une mesure de bruit a été réalisée le 3 avril 2025. L'inspection constate que l'installation est conforme. La mesure d'émergence est inférieure à 1 dB(A).</p>

La synthèse des résultats a été transmise le 2 mars 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Mesures de protection de la faune & flore sauvage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.8.2 et 3.8.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de suivi et rapports de suivi

**Prescription contrôlée :**

**Article 3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 08 juillet 2024**

Dès le début des travaux et pendant toute la durée de l'exploitation, le bénéficiaire transmet à l'inspection des installations classées, avant le 1er mars de chaque année, un bilan de l'organisation du chantier, un suivi des mesures de la séquence Éviter, Réduire, Compenser mises en œuvre.

Un suivi écologique sera réalisé 1,3,5 et 10 ans après le début de l'exploitation afin de caractériser l'évolution des cortèges faunistiques et floristiques sur le site d'étude, avec pour cibles principales l'observation des populations d'insectes et d'oiseaux.

Si nécessaire, et en fonction des résultats des suivis, les mesures de réduction et de compensation prescrites des articles 3.8.1 et 3.8.2 sont réévaluées, dans le respect des prescriptions du présent arrêté.

**Article 3.8.2 de l'arrêté préfectoral du 08 juillet 2024**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la séquence Éviter, Réduire, Compenser présentée par le bénéficiaire dans son dossier, les mesures de réduction suivantes sont mises en place et conformément au plan en annexe 4 du présent arrêté :

[...]

- **MRA06** : Les talus en partie végétalisés du merlon Sud sont plantés avec des essences arborées et arbustives afin de créer une zone de tampon végétal entre le coteau boisé et les espaces cultivés au Nord. La plantation est effectuée à l'automne qui suivra l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

La zone tampon est constituée d'au minimum 5 espèces différentes, variées et d'origine locale permettant de garantir une diversité d'essence suffisante à la création d'une haie à visée écologique, d'optimiser les potentialités écologiques de la haie et de ne pas introduire de pollution génétique.

- **MRA07** : Création d'une bande enherbée de 15 m de largeur servant de zone tampon et d'habitat de substitution pour les orthoptères et la Mante religieuse identifiés sur le plateau central du merlon Sud, à l'interface avec les plantations arborées. La plantation est effectuée à l'automne qui suivra l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et 1 an avant la mise en culture de la partie centrale du merlon.

- **MRA08** : Création sur les premiers espaces du merlon Sud, d'une bande de 800 m<sup>2</sup> réservée pour la création d'un habitat de substitution pour les oiseaux d'intérêt de friches et fourrés et les

<p>insectes des prairies et friches.</p> <p>La plantation est effectuée à l'automne qui suivra l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et a minima 5 ans avant la reprise du merlon Est.</p> <p>- <b>MRA09</b> : Traitement des espèces exotiques envahissantes (ensemencement des merlons de sécurité mis en place sur les différentes phases afin de prévenir du développement de cs plantes pionnières).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a transmis aucun bilan des mesures ERC au 1 mars 2025 et au 1 mars 2026.</p> <p>L'exploitant présente un rapport environnemental datant du 1er avril 2026. C'est le premier que réalise l'exploitant. Il n'est donc pas conforme à la réalisation d'un suivi écologique dans l'année suivant le début de l'exploitation. Néanmoins, l'exploitant indique qu'un suivi annuel est à présent prévu.</p> <p>Il indique également que l'organisme ayant réalisé le bilan a recommandé de refaire un suivi concernant la flore en septembre.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que certaines mesures de réduction et de compensation ont été réévaluées (MRA06, MRA07, MRA08 et MRA09). L'exploitant prévoit de réaliser ces actions au cours de l'année.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser un plan d'actions des mesures prévues au cours de l'année et de justifier de l'application de ces mesures. Il devra démontrer que les MRA réévaluées remplissent bien le même objectif que ce qui était défini dans l'étude d'impact du dossier d'autorisation. Dans le cas contraire, cela sera considéré comme une modification notable du dossier d'autorisation nécessitant une demande d'adaptation des prescriptions selon l'article R181-45 alinéa 4 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 10 : Remblayage de carrière**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage de carrière</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;</li> <li>- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article</li> </ul>

6.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté de légers manquements sur les caractéristiques inertes des remblais apportés. Il y avait présence de quelques déchets végétaux et quelques plastiques. L'exploitant indique avoir convoqué la société SITREVA afin de faire le point sur des manquements qu'il y a pu avoir par le passé et demandé à ce que le tri soit correctement effectué.</p> <p>L'exploitant indique également faire le tri lorsqu'il constate la présence de déchets non conformes. Une benne est présente pour récupérer ces déchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant un justificatif des actions mises en place avec la société SITREVA.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 11 : Registre et plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registres et plan de carrières à ciel ouvert
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'exploitation datant du 30 octobre 2025, relevé par drone le 30 septembre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Art. 16 bis
----------------------------------------------------------------------------------------

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation «, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. ».

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- « - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; »
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

**Constats :**

L'exploitant possède un plan de gestion mis à jour en février 2026.

Cependant, l'inspection constate que ce plan est incomplet. Il manque les éléments suivants :

- « - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; »
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan de gestion avec les éléments manquants constatés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 13 : Traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a demandé si la plateforme Trackdéchets était mise à jour, concernant les terres excavées d'origine extérieure apportées sur la carrière pour mise en remblai.</p> <p>L'exploitant indique avoir des difficultés dans le transfert des fichiers à cause d'oublis d'ajouts de données. A cause de l'absence de ces données, un message d'erreur apparaît sur l'application. L'exploitant indique également qu'il lui est impossible de modifier les fichiers suite au constat des données manquantes, car les fichiers sont bloqués informatiquement. Par conséquent, il manque</p>



<p>les données pour 2023 et 2024. Les données pour 2025 ne sont que partiellement complètes. L'inspection estime que la justification invoquée par l'exploitant n'est pas recevable, les fichiers au format "csv" ou "xlsx" pouvant être édités manuellement avant leur import dans l'application Trackdéchets, et qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de collecter, mettre en forme et, le cas échéant, vérifier et corriger l'ensemble des données avant leur transmission.</p> <p>L'exploitant indique faire son maximum pour à mettre à jour la plateforme. Il propose d'impliquer son service informatique et de contacter la plateforme pour résoudre les problèmes rencontrés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les transmissions de données au registre national des terres et sédiments sont très insuffisantes. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour ses données sur la plateforme Trackdéchets et résoudre les problèmes informatiques rencontrés pour garantir une intégration des données futures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>